CNJ 2009 : Amendements présentés par la Tendance CLAIRE

Texte sur l'orientation

Pour une orientation révolutionnaire

À la fin du paragraphe d'introduction du texte sur l'orientation, ajouter :

« Parce que la jeunesse est particulièrement mobilisée, particulièrement radicalisée, il est nécessaire aujourd'hui de s'adresser à elle avec un programme qui s'affiche clairement pour la transformation révolutionnaire de la société, d'une part parce que ce serait mentir à notre aux travailleurs et aux jeunes à qui nous nous adressons que de ne pas expliquer inlassablement que c'est par un processus révolutionnaire que le capitalisme détruire, et d'autre part parce qu'en particuliers dans la jeunesse, qui a moins d'intérêts matériels liés au système, le discours révolutionnaire est le plus à même d'être compris. Défendre dans la jeunesse une ligne révolutionnaire serait un moyen de faire avancer les débats au sein du NPA, en démontrant la nécessité qu'il adopte un programme révolutionnaire.

Il nous semble important d'affirmer que c'est la classe ouvrière, la classe de ceux qui produisent les richesses de la société, qui sera le sujet de cette révolution. Cela implique de se battre pour que le NPA fasse de l'implantation dans les entreprises une tâche centrale (par exemple en donnant la priorité à la mise en place de comités sur les lieux de travail). La centralité du prolétariat implique qu'étudiants et lycéens doivent lier leur intervention aux luttes des travailleurs. Cela doit passer par des soutiens (financier, matériel, logistique) aux luttes des travailleurs dans le voisinage des comités jeunes, par la recherche systématique de convergences interprofessionnelles lors des mouvements lycéens et étudiants. Enfin, les comités lycéens et étudiants mettent en place une activité régulière en direction d'une entreprise voisine (comme la diffusion de tracts NPA). Par cette intervention nous pourrons nous lier avec les travailleurs de l'entreprise, favorisant ainsi de futures convergences. D'autre part, en proposant à nos sympathisants de faire ce travail avec nous, nous pourrons les sensibiliser, par la pratique, à la cause prolétarienne. [Nous n'avons pas soumis cette partie en italiques au vote, puisqu'elle disait la même chose que l'amendement présenté par les délégués de Bordeaux, que nous avons soutenu mais qui n'a pas été adopté.]

Enfin, les formations que nous organisons doivent être marxistes, pour comprendre le système capitaliste et se donner tous les instruments théoriques et pratiques pour le combattre jusqu'au bout et le renverser. Par ailleurs, beaucoup de comités jeunes se trouvent dans les universités, lieux de production et de diffusion de l'idéologie dominante, et nous devons nous fixer l'objectif de concurrencer la bourgeoisie sur son

propre terrain. Cela peut donc passer par l'organisation de séminaires marxistes, revues, débats, etc. »

Sur le syndicalisme étudiant

Remplacer le point II-2 par :

« La nécessité de faire du syndicalisme chez les étudiants n'apparaît pas d'elle-même. Autant les syndicats sont chez les travailleurs la première organisation de classe, autant la nature de classe des étudiants n'étant pas définie, la nécessité du syndicalisme apparaît moins évidemment. Mais d'une part parce que beaucoup des étudiants aujourd'hui sont les travailleurs de demain (même si une partie appartiendra à la bourgeoisie ou à la petite bourgeoisie), et d'autre part ils ont des intérêts matériels immédiats à défendre (contre la précarité, les diplômes bradés, les facs à deux vitesses, etc.), le syndicalisme étudiant est une nécessité. En outre, par leurs luttes des dernières années, les étudiants se battent pour des revendications qui les lient à la classe ouvrière (diplômes reconnus par les conventions collectives, non aux contrats précaires (CPE), etc.). Une structure syndicale est donc nécessaire à la fois pour défendre leurs intérêts immédiats et à longs termes, autant que pour organiser les mouvements qui de fait ont lieu dans les universités.

Aujourd'hui l'UNEF n'est pas le grand syndicat de masse qui dirigerait les étudiants et à l'intérieur duquel il faudrait mener un combat de fraction. La FSE et SUD sont, malgré beaucoup de qualités, de petits syndicats qui n'ont pas vocation à être le noyau d'une organisation de masse. Une telle situation a pour résultat que la multiplication des mouvements, et leurs progrès en terme d'auto organisation, n'implique pas de progression dans l'organisation des étudiants (pas de manière massive en tout cas). Les militants étudiants du NPA doivent aujourd'hui être audacieux : étant présents dans SUD, la FSE et la TUUD, nous devons y mettre toutes nos forces pour construire un grand syndicat national de lutte qui marginaliserait l'UNEF et offrirait enfin une perspective organisationnelle conséquente aux étudiants mobilisés dans les facs. »

Pour un programme de transition

Remplacer le point sur le « programme d'urgence » par :

« Le système capitaliste n'offre aucune perspective pour l'avenir. Face à cela nous mettons en avant un programme qui répond aux besoins les plus concret et immédiats de la jeunesse et qui conduit à la nécessité d'une alliance avec les travailleurs et d'une révolution sociale pour les résoudre. Ce texte constitue des pistes en ce sens. Un programme complet doit être élaboré suite à la CNJ.

La jeunesse est la première victime du chômage et de la précarisation. Face à cela nous combattons :

- Pour empêcher tout licenciement;
- Pour le partage des heures de travail de façon à assurer un travail pour tous et à réduire la journée de travail ;
- Indexation des salaires au coût de la vie, aucun salaire en dessous de 1500 euros ;
- Pour l'ouverture des livres de comptes et expropriation sous contrôle des travailleurs de toute entreprise qui ferme ou licencie massivement ;
- Pour des droits et des salaires équivalents à celui des travailleurs adultes visant à leur assurer une complète indépendance économique. Suppression des stages non-rémunérés, des contrats d'apprentissage et de toute forme de précarisation et surexploitation de la jeunesse, en particulier pour la suppression de l'apprentissage dès 14 ans.

Nous luttons également pour réquisition de tous les logements vides, construction massive de logements sociaux et plafonnement des loyers.

Le patronat s'appuie sur le manque d'expérience et de formation des jeunes travailleurs pour mieux les exploiter. Nous luttons pour :

- Pour la défense de diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives et les statuts, contre la privatisation de l'université publique et sa soumission directe et croissante aux intérêts des capitalistes : pour l'abrogation des contre-réformes capitalistes de l'éducation : Loi Fillon dans les lycées, réforme LMD, LRU, Pacte pour la recherche, Réforme dite des IUFM et de la masterisation, Réforme de l'allocation des moyens... ; contre les financements directs par le privé, contre l'asphyxie budgétaire de l'État ; pour l'embauche d'enseignants et de personnels à hauteur des besoins :
- Une formation technique financée par le patronat et dans le cadre de la journée de travail :
- Contre le travail de nuit pour les jeunes ;
- Des cours le soir à l'université pour permettre aux jeunes travailleurs de suivre des études universitaires ;
- Que l'université et les écoles soient gérées pour ceux qui y travaillent et étudient. Que les étudiants puissent décider avec les enseignants et le personnel du contenu des enseignements et de la destination de la production de savoir en fonction des intérêts des travailleurs et des jeunes et non pas des entreprises. La jeunesse est la victime prioritaire de la violence policière, notamment dans les quartiers populaires. Face à cela nous répondons :
- Non à la militarisation de nos quartiers. Pas de vigiles privés, pas de vidéosurveillance!
- Dissolution de la BAC et des polices municipales dans la perspective de la dissolution de toute la police ;
- Les jeunes doivent s'organiser eux-mêmes pour donner une solution aux problèmes de nos quartiers. Aucune confiance dans la police et dans les municipalités de droite ou de « gauche » pour nous « protéger », nous savons très bien qu'elles sont au service des intérêts des capitalistes et de la conservation de leur propriété et de leur pouvoir

• Régularisation de tous les travailleurs et jeunes sans-papiers

Les jeunes femmes concentrent les plus diverses formes d'oppression. Pour elles nous demandons :

- Droit à l'avortement et à la contraception libres, gratuits et accessibles ;
- Égalité de salaires par rapport aux hommes ;
- Allocation spéciale pour les jeunes mères ;
- Crèches, laveries et restaurants gratuits pour finir avec la double journée de travail

Nous avons droit aussi au divertissement et à la culture. Nous revendiquons :

- Une semaine de travail réduite, qui permette aux jeunes de développer leurs capacités au-delà du travail, en faisant du sport, des études artistiques ;
- Construction et entretien des structures publiques pour des activités destinées et organisées par les jeunes : salles de sport, musique ;
- Accès gratuit des jeunes aux transports et aux musées, cinémas et théâtres.

La lutte pour ces revendications est inséparable de celles de tous les travailleurs, avec ou sans emploi. Le partage des heures de travail est une revendication essentielle de tous les travailleurs, jeunes ou non. Dans le même sens les travailleurs sont des alliés des jeunes pour la conquête de toutes leurs revendications spécifiques et sont les seuls à pouvoir leur assuré un avenir par le biais d'une révolution sociale prolétarienne et socialiste. »

Texte sur la structuration

Pour l'autonomie de la jeunesse

À la suite de l'introduction, ajouter :

« La situation aujourd'hui d'un secteur jeunes à l'intérieur du NPA ne saurait être que temporaire. Cela doit être vu comme une transition vers l'autonomie complète de la jeunesse révolutionnaire. Pour nous préparer aux tâches qui seront les nôtres tout au long de notre vie militante et en particulier dans des contextes révolutionnaires, nous avons besoin de nous approprier au mieux, et de manière autonome, les outils théoriques et politiques qui nous serviront. L'autonomie de la jeunesse est nécessaire en ce sens, c'est un secteur qui doit faire ses propres expériences de direction, ses propres erreurs et ainsi avancer et se former.

À l'heure actuelle, c'est l'autonomie du secteur jeunes qui a été votée lors du congrès de fondation du NPA, et c'est dans le cadre de sa mise en œuvre que nous proposons les résolutions suivantes. »

Motion proposée sur les élections

« Les élections sont pour un parti comme le nôtre l'occasion de s'adresser à un public plus large, et sensibiliser plus de monde à notre programme. Dans les luttes comme dans les élections, nous pensons que le NPA doit défendre une politique cohérente, anticapitaliste et révolutionnaire. Qu'en est-il des alliances alors possibles ? Le PCF et le PG ne sont pas des forces anticapitalistes. Tout en participant à des exécutifs locaux avec le PS (et en ayant bien l'intention de continuer à le faire), ils défendent (abstraitement) des politiques keynésiennes de redistribution dans le cadre du capitalisme, sans remettre en cause la propriété privée. D'ailleurs, François Parny, membre du comité exécutif national en charge des relations extérieures, écrivait récemment (cf. L'Humanité du 2 septembre) : « Nous sommes clairement altercapitalistes », c'est-à-dire pour un autre capitalisme, non financier, et soi-disant plus favorable aux travailleurs. Dans les luttes, le PCF et le PG sont exactement sur la même ligne que les directions confédérales bureaucratiques (ce sont d'ailleurs souvent les mêmes !), qui mènent systématiquement les travailleurs dans le mur. Contrairement au NPA, ils ne sont pas du côté des collectifs de travailleurs en lutte, comme ceux de Continental, qui cherchent la voie du tous ensemble, de la grève générale, et qui s'opposent à la politique des directions bureaucratiques.

Nous pensons par conséquent que les bases minimales d'un accord ne peuvent pas être réunies avec ces forces altercapitalistes. Nous devons par contre chercher un accord avec toutes les organisations effectivement anticapitalistes, à commencer par Lutte ouvrière. Le NPA pourrait aussi proposer d'ouvrir ces listes anticapitalistes à tous ceux qui ont été les protagonistes des principales luttes des travailleurs pendant les derniers mois et qui seraient d'accord pour défendre un programme anticapitaliste. Entre une liste ouverte aux Xavier Matthieu (délégué CGT de Continental) et une liste avec les alter ego de Thibault, il faut choisir!

En ce qui concerne le second tour, la tactique dite de « fusion démocratique » ou « fusion technique » avec le PS nous apparaît comme une tactique à la fois fausse et incompréhensible. En effet, le PS est un parti ouvertement pro-capitaliste et il assure depuis cinq ans une gestion de 20 régions sur 22, au service du patronat, qui ne se distingue guère de celle mise en œuvre par la droite. Peut-on sérieusement expliquer aux travailleurs que l'on se présente sur la même liste que ceux dont on dénonce la gestion et dont on continuera à combattre la politique ? Nous n'avons pas à jouer les ramasseurs de voix pour la gauche capitaliste. »

Jeunes de la TC, le 1 novembre 2009